

## **AYOTZINAPA - REPRESSION - URGENT!**

La situation est vraiment inquiétante pour les 11 personnes qui ont été arrêtées à Mexico le soir du 20 novembre, lors de la manif de soutien aux 43 jeunes disparus d'Ayotzinapa. On les accuse à tort de terrorisme, d'émeute, de tentative d'assassinat. Les détenuEs ont été transféréEs en prison de sécurité maximale.

Arrêtons cette injustice !

PLUS BAS:

- Traduction d'un article du collectif "Masde131" sur la répression des manifestations du 20 novembre.
- Communiqué du comité étudiant et des parents des disparus d'Ayotzinapa
- Lettre proposée à signature par le collectif international "Ayotzinapa somos txdxs"
- Témoignage d'un manifestant sur la manif, transmis sur la boîte mail du cspcl.

\*\*\*\*\*

### **Le Bureau du Procureur général de la République a inculpé de crimes graves les 11 personnes détenues arbitrairement ce 20 novembre. Article d'Eréndira Derbez y Gisela Martínez.**

Mexico DF. 22 novembre. Aujourd'hui, le Bureau du Procureur général de la République (PGR) a inculpé les 11 individus arrêtés de manière arbitraire aux alentours du centre historique de Mexico suite aux mobilisations dans le cadre de la Quatrième « action globale pour Ayotzinapa » qui a eu lieu le 20 novembre dernier. Lors de cette journée les manifestants ont demandé la présentation en vie des 43 étudiants normaliens enlevés par la police municipale à Iguala.

Après 18 heures de détention au Bureau du procureur adjoint chargé des enquêtes spéciales sur le crime organisé (SEIDO), les trois femmes et les huit hommes détenus ont été inculpés de les délits d'association délictueuse, participation à une émeute et tentative d'homicide sous l'enquête préliminaire PGR/SEIDO/UEITA/194/2014, signée par le Ministère Public de la Fédération, Sinué Domínguez Campos, rattaché à l'Unité spécialisée dans la recherche sur le terrorisme, le rassemblement et le trafic d'armes.

Selon les informations collectées, ils ont subi des coups avant d'être arrêtés arbitrairement, car en aucun cas il existe des preuves contre eux concernant les délits dont ils sont accusés. Certains d'entre eux n'ayant même pas participé à la manifestation massive qui a eu trois points de départ : le monument de l'Ange de l'Indépendance, le monument à la Révolution et la Place des Trois cultures à Tlatelolco. Cependant, la police les a arrêtés uniquement par le fait d'être présents au Centre historique, même pour des raisons étrangères à la manifestation.

Des avocats, de différentes organisations et des parents de ces individus ont dénoncé de graves violations à la procédure, étant donné que, mise à part avoir été arrêtés de manière arbitraire, la plupart d'entre eux ont été présentés devant le Ministère public après plus de 12 heures après leur arrestation. Pendant ce temps leurs familles et amis ignoraient le sort des détenus. De même, le travail de défense légale a été entravé par les autorités : la PGR les détient en isolement, des avocats commis d'office leur ont été imposés et on leur a empêché de s'entretenir avec les avocats de leur choix et de confiance.

Etant donné leur isolement, les familles de ces individus ignorent leur état de santé, s'ils ont reçu ou non une attention médicale adéquate et si l'expertise, imposée par la loi, concernant leur état au moment de leur arrivée à la SIEDO, a été réalisée.

Après la consignation, les détenus ont été déplacés vers des prisons fédérales loin de la capitale. Les femmes ont été déplacées à la prison de femmes de Tepic, dans l'état du Nayarit (où la très célèbre «Reine du Pacifique », accusée de trafic de drogues, a été détenue) et les hommes à la Prison Fédérale de Villa Aldama, dans l'état de Veracruz.

Les gens ayant subi une réclusion dans des prisons fédérales expliquent que toutes les inspections subies à leur arrivée violent les droits de l'Homme; que les prisonniers y subissent un traitement cruel, inhumain et dégradant, et qu'elles sont contraires à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et, de manière générale, contraires aux Droits de l'Homme.

Selon le Comité Cerezo, le protocole d'incarcération consiste à dénuder les détenus, leur faire une exploration anale, à leur faire faire des squats et des bains de bouche, à les intimider avec des chiens entraînés, en plus des cris et des injures. Les conditions deviennent plus graves lorsqu'il s'agit d'individus ayant été arrêtés pour des raisons politiques. Pour plus d'information, consultez le lien suivant : <http://comitecerezo.org/spip.php?article1966>

Par ailleurs, la distance géographique rendra encore plus difficile leur défense juridique. Elle empêche le contact entre les détenus et leur famille. Cette situation viole également les standards internationaux.

Qui sont les détenu(e)s ?

1.- Tania Ivón Damián Rojas: 21 ans, étudiante du 3e semestre de la filière de Sociologie à l'UNAM. Selon sa famille, au moment de son arrestation elle a subi des coups par des éléments de la Police fédérale (elle présente des hématomes dans ses bras et une contusion à l'œil droit).

2.- Hillary Analí González Olguín: Etudiante en Sciences Politiques à l'UNAM. Des témoins dénoncent qu'elle a été passée à tabac par la police. Elle a des côtes blessées, des vaisseaux éclatés dans un œil, des coups au visage. Selon sa famille, la police fédérale l'a jetée par terre et l'a assommée à coups de pied. Sa mère déclare : "J'ai passé presque 24 heures à chercher ma fille. Son seul délit a été de clamer justice".

3.- Liliana Garduño Ortega: Etudiante de lycée à distance. Mère célibataire. Elle prenait des photographies près de la place principale (Zócalo) lorsqu'elle a été poussée par un groupe de personnes qui fuyait la police. Elle a été atteinte par des éléments de la police, qui ont commencé à lui donner des coups de pied à la tête, tout en étant par terre.

4.- Isaac Domínguez Ayala: 31 ans, Ancien étudiant de psychologie à l'UNAM. Il a été arbitrairement arrêté le soir du 20 novembre lors de l'opération policière coordonnée par la Police fédérale et la Police du gouvernement du DF. Sa famille a informé que jusqu'à minuit du 22 novembre, elle a été empêchée de le voir. On n'a donc pas d'informations concernant son état de santé, ni de ses conditions physiques. Il n'a pas eu accès à une défense légale et il est accusé de délinquance organisée, terrorisme, émeute et tentative d'homicide.

Isaac travaille dans un hôtel. La dernière fois qu'il a pu communiquer avec sa famille il a dit qu'il se rendrait à la manifestation aux côtés d'Atzin (aussi arrêté). Il portait probablement un T-shirt polo

bleu et jaune. Au moment d'être arrêté, ayant peur de donner son vrai nom, il a dit s'appeler Ramón, nom qui apparaît sur la liste de détenus.

5.-Laurence Maxwell Ilabaca: 47 ans. Doctorant à l'UNAM en lettres hispaniques. Musicien. Ses amis l'appellent affectueusement "Moro" ("maure"). Il a été arrêté au moment d'acheter des « tamales » (un plat typique mexicain). Il ne faisait pas partie de la manifestation. Sa situation migratoire est compliquée : étant donné qu'il est chilien, il risque la déportation. Son ambassade ne lui a pas donné d'assistance consulaire. Sa défense est assurée par un l'avocat commis d'office et il lui est refusé de le changer par un autre avocat de son choix et confiance.

6.-Atzín Andrade González: 29 ans. Etudiants à l'École des arts La Esmeralda, membre de l'Institut national des beaux arts (INBA). Il faisait partie du contingent de son école avec le reste de ses camarades. Il a perdu son contingent et il s'est retrouvé au milieu de la rixe. Il a été arrêté sur la place principale du Zocalo. Il présente des coups graves aux jambes qui lui empêchent de marcher correctement.

7.-Hugo Bautista Hernández: 22 ans. Etudiant au 3e semestre en Sociologie à l'UNAM. Selon sa famille, au moment de son arrestation il a été brutalement battu par la Police du DF et la Police Fédérale. Il est gravement blessé aux côtes et à un œil.

8.- Juan Daniel López Ávila: 18 ans. Il appartient à la Cooperative Guelatao et au Front Populaire Francisco Villa Indépendant (FPFBI)

9.-Luis Carlos Pichardo Moreno: 45 ans. Salarié.

10.-Roberto César Jasso del Ángel: 20 ans. Etudiant originaire d'Ecatepec (ville de l'état voisin Estado de México)

11.-Francisco García Martínez: Sans information.

Source Collectif Masde131:

<http://www.masde131.com/2014/11/le-bureau-du-procureur-general-de-la-republique-a-rendu-coupables-de-crimes-graves-les-11-personnes-detenees-arbitrairement-ce-20novmx/>

Traduction Red global de traductores #Ayotzinapasomostodos

\*\*\*\*\*

### **Communiqué du comité étudiant d'Ayotzinapa et des parents des disparus :**

« Répression pour ceux qui luttent pour la liberté et la justice, Impunité pour la délinquance organisée »

Le 20 novembre 2014, jour de célébration de la Révolution mexicaine, dans le cadre des manifestations exigeant la réapparition en vie des 43 étudiants de l'école normale rurale « Isidro Burgos » d'Ayotzinapa, Guerrero, 15 étudiants de différentes universités ont été arrêtés, et 11 d'entre eux incarcérés et transférés dans les prisons de sécurité maximale de Tepic (Nayarit) et de Veracruz.

Nous, de l'école normale rurale « Raúl Isidro Burgos », ainsi que les parents des 43 étudiants normalistes d'Ayotzinapa, nous condamnons la criminalisation et les détentions arbitraires sous toutes leurs formes, la fabrication de délits judiciaires et l'utilisation indue des prisons de

sécurité maximale contre les étudiants incarcérés en prison de sécurité maximale.

Nous dénonçons la persistance et la réédition de schémas répressifs utilisées dans notre pays durant la guerre sale. Peña Nieto met en œuvre ses menaces, et la main répressive de son gouvernement autoritaire revient sur le devant de la scène, et avec le même schéma qu'auparavant on tue et on fait disparaître des étudiants, et loin de punir les gouvernements responsables, ce sont les propres victimes qu'on incarcère.

Il est inconcevable que les corps de police, les ministères publics, les juges et tout l'appareil d'Etat soient incapables de présenter en vie nos 43 compañeros étudiants, ni d'apporter une solution aux flagellations de la délinquance, mais qu'ils montrent toute leur efficacité lorsqu'il s'agit de juger et de transférer en prison de haute sécurité des étudiants, des paysans et autres personnes en lutte. Aujourd'hui la délinquance organisée déambule dans les rues sous l'uniforme de la police, rackettant dans la rue les vendeurs de tacos et de produits de détail, assassinant et stockant les corps dans les parcs publics, tuant et faisant disparaître les étudiants, tandis que les lutteurs sociaux et les étudiants défendant l'éducation publique et qui luttent pour la liberté et la justice se retrouvent criminalisés, détenus et envoyés dans les prisons de haute sécurité.

Il nous semble évident que l'incarcération injuste des étudiants est un message d'intimidation et de répression qui s'abat sur les organisations sociales et collectives, et sur les personnes qui, au quatre coins du pays, ont décidé de lever le ton afin de dénoncer et d'exiger la réapparition en vie des nos 43 compañeros, et enfants, respectivement.

Au vu de ce qui précède, nous exprimons notre plus ferme conviction dans la lutte pour la présentation en vie de nos 43 étudiants disparus, et réaffirmons notre désir de justice pour les assassinats dont ont été victimes nos compañeros. Ni la prison ni la mort nous terroriserons ni ne ferons reculer notre lutte.

Nous lançons un appel à ce que le mouvement continue à exiger la nprésentation en vie de nos 43 disparus, car c'est maintenant qu'il faut faire entendre la voix de la dignité et de l'indignation et qu'il faut rompre le mur de l'injustice et de l'impunité. Sortons dans les rues pour exiger la fin de l'autoritarisme et de la répression mise en œuvre par un gouvernement qui complotte avec le crime organisé et qui incarcère ceux qui luttent pour un monde plus juste.

Au vu de tout ce qui a été dit antérieurement, nous exigeons:

- La libération immédiate dess 15 étudiants détenus et transférés en prison de sécurité maximale.
- La présentation en vie de nos 43 compañeros et enfants, respectivement.
- La condamnation des responsables de la disparition et de l'assassinat de nos compañeros étudiants.
- L'ouverture d'une enquête et la sanction des autorités liées au narcotrafic.

Bien à vous.

Parce que c'est en vie qu'ils les ont emmené, et en vie que nous voulons les revoir !

Pour la libération de la jeunesse de la classe exploitée, nous vaincrons !

Libération des prisonniers politiques !

Comité étudiant: C. PEDRO DAVID GARCÍA LÓPEZ ; C. JUAN FLORES TERRERO ;  
C. ANDRES CLEMENTE RAMOS

Pères de famille: C. MELITON ORTEGA CARLOS

FECSM (Fédération des Etudiants socialistes paysans du Mexique)  
Comité étudiants "RICARDO FLORES MAGÓN"  
Ecole normale rurale "RAÚL ISIDRO BURGOS"  
AYOTZINAPA, GUERRERO.  
TEL.- 754 – 100 – 91- 22 . C.P. 39181.

\*\*\*\*\*

INITIATIVE D'"AYOTZINAPA SOMOS TXDXS":

proposition de signer la lettre suivante, à cette adresse:

<https://ayotzinapasomostodos.wordpress.com/lettre-repression/>

"Lettre contre la répression et la criminalisation de la protestation civile au Mexique"

22 novembre 2014

M. Enrique Peña Nieto  
Président de la République

M. Miguel Ángel Osorio Chong  
Ministre de l'Intérieur

M. Jesús Murillo Karam  
Procureur général de la République

Rapport spécial pour la Liberté d'expression  
Commission interaméricaine des droits de l'Homme

À la communauté internationale,

À l'opinion publique,

Nous voulons exprimer notre profonde inquiétude et indignation face à la logique de répression que le gouvernement mexicain étale systématiquement en réponse à la protestation sociale générée par la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa.

Les déclarations du président Enrique Peña Nieto du 19 novembre en faveur de l'utilisation de la force de l'Etat, et surtout les excès de la police anti-émeute et des corps de sécurité (CRS) à la fin de la manifestation massive du jeudi 20 novembre, constituent des signes qui menacent le déroulement pacifique de la protestation citoyenne. L'indignation légitime et la mobilisation provoquées par la violence et l'impunité au Mexique sont les conséquences directes de l'inefficacité du système judiciaire et du discrédit des forces de sécurité. Il est évident que le système, lui-même enfoncé dans le discrédit, ne peut offrir de sortie au conflit politique que vit la nation. Pour ces raisons, le réseau global #AyotzinapaSomosTodos ainsi que les signataires de cette lettre faisons les remarques et demandes suivantes :

1. Nous alertons les gouvernements, l'opinion publique et les organismes internationaux du danger que génèrent la criminalisation et la répression de la protestation citoyenne au Mexique. En plus de violer la liberté d'expression des citoyens, l'usage de la force par le gouvernement ne va pas dans le bon sens pour résoudre l'inquiétude politique que vit le pays,

et ne fait qu'amplifier la violation des droits de l'Homme et la confrontation entre les citoyens et le gouvernement.

2. Les allusions indiquant que le mouvement social et la presse font partie d'un projet de déstabilisation sont extrêmement préoccupantes et nous les rejetons.

3. Nous soutenons l'intervention de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme de l'OEA (Organisation des États américains) en ce qui concerne les cas d'exécution extrajudiciaire et les enlèvements au Mexique. La communauté internationale doit exiger du gouvernement mexicain le respect des traités qu'il a signé en matière de droits de l'Homme.

4. Nous exigeons la libération immédiate des manifestants arrêtés arbitrairement le 20 novembre 2014 pendant la manifestation pacifique sur la place du Zócalo de la ville de Mexico. Nous demandons urgemment le retrait des charges que l'appareil judiciaire a retenu contre ces citoyens et l'annulation de leur transfert dans des prisons éloignées où ils ne pourront pas avoir accès à une couverture juridique. Nous dénonçons les violations au droit à un procès équitable, telles que l'interdiction d'accès aux avocats choisis par les détenus, l'interdiction d'apport des preuves d'innocence. La libération de prisonniers politiques est une priorité pour restaurer la crédibilité des institutions mexicaines. Nous attendons une réponse immédiate de la part des autorités et des destinataires pour résoudre nos inquiétudes et nos demandes.

Avec toutes nos considérations,

Les sous-signataires.

<https://ayotzinapasomostodos.wordpress.com/lettre-repressi.../>

\*\*\*\*\*

## **TEMOIGNAGE D'UN ETUDIANT ARRETE ET RACKETTE**

Je suis un étudiant, et je ne souhaite pas donner mon nom car la police a pris mes coordonnées et je crains pour ma sécurité et celle de ma famille. Je suis l'une des personnes arrêtées lors des événements de Zaragoza ce 20 novembre, lorsque nous sommes sortis pour exiger le retour en vie de nos camarades normaliens d'Ayotzinapa. Mon récit commence entre 13h et 13h30, j'ai été arrêté sur l'avenue Ignacio Zaragoza.

Alors que je marchais aux côtés d'un groupe d'étudiants, un CRS ou un policier s'est jeté sur moi, sans crier gare. (L'officier de police qui m'a arrêté ensuite m'a confirmé qu'il s'agissait d'un policier et non d'un CRS).

Bref, j'ai été renversé par un, puis un autre policier, je ne pouvais pas courir, j'ai perdu mes lunettes qui sont tombées dans ma chute, puis des CRS sont arrivés et ont commencé à me donner des coups de pied sur la tête, les jambes, les fesses et le thorax. Je n'ai opposé aucune résistance.

Je me suis alors aperçu qu'un autre policier était arrivé et a calmé ses collègues et ils ont un peu arrêté les coups, à l'exception d'un couple de policiers qui continuaient de me donner des coups de pied sur la tête. A ce moment-là, ils se sont querellés entre eux, ce qui a au moins mis fin aux coups.

On m'a soulevé et porté dans une voiture de police, un CRS a mis la main dans la poche gauche de mon pantalon pour me voler mon portable. Une fois dans la voiture, ils m'ont passé au peigne fin,

m'ont enlevé mon portefeuille pour prendre l'argent qui s'y trouvait, ils m'ont pris les 150 pesos que j'avais sur moi, m'ont enlevé mon sac, et ils ont noté mes coordonnées qu'ils ont trouvées sur mes documents d'identité.

Ils m'on ensuite menacé en me donnant des coups sur les côtes, je n'opposais aucune résistance car je savais que j'étais en position de faiblesse à la merci de trois policiers dans la voiture, et j'entendais d'autres policiers dehors, qui me frappaient sur la tête violemment. Je les ai vu "semer" dans mes affaires de l'essence, des pétards et des gants pour me dire que j'étais dans le pétrin car je venais de faire brûler un bus, et que j'étais le seul à avoir en ma possession de l'essence dans mon sac. En réalité, tout ce que j'avais dans mon sac était une bouteille d'eau d'un litre et demi et un sweatshirt.

On m'a retenu dans la voiture de police pendant plus de deux heures, sous la menace, en disant que je devrais payer une caution de 26 mille pesos, que je prendrais pour quatre ans de prison au Reclusorio Norte (prison locale) si j'étais présenté au juge et qu'on m'y enverrai illico.

On m'a demandé le numéro de téléphone d'un membre de ma famille pour leur dire où on allait me transporter; ils ont demandé à ma famille 9 mille pesos à fournir tout de suite, faute de quoi ils m'emmèneraient devant le juge. Mon parent était bien évidemment effrayé et nous avons attendu son arrivée avec l'argent. On lui a dit que les étudiants avions fait brûler un bus, qu'on était en possession de pétards et de bombes. J'ai perdu la notion du temps. Ils m'ont enfin relâché.

Enfin, on m'a dit que j'avais été enregistré en vidéo et qu'on verrait pour combien d'années je prendrai en prison. Je suis arrivé à 20h chez moi, je suis couvert de coups et endolori, mais libre. Merci pour tout.

\*\*\*\*\*